

POPULATION, ALIMENTATION ET PRODUCTION AU GABON : DES DÉSÉQUILIBRES AUX CRISES

Michel FRANÇOIS

Quand son indépendance fut proclamée le 17 août 1960, le Gabon comptait moins de 450 000 habitants répartis sur 267 600 kilomètres carrés, dont 85 % occupés par la forêt dense. Il y a alors moins de deux habitants au kilomètre carré.

Le Gabon est encore aujourd'hui un pays sous-peuplé, par comparaison aux densités moyennes relevées dans les autres pays.

La superficie des cultures vivrières seules qui, du fait de leur caractère itinérant utilisent plus d'espace, ne représente cependant à cette époque qu'environ 0,30 % du territoire : les cultures vivrières, la pêche et la chasse locales couvrent mal les besoins primaires de la population rurale, et les marchés urbains sont vides en quelques heures. En 1961, il faut importer 3 900 tonnes de farine, 1 000 tonnes de riz, 1 800 tonnes de poissons, ... et la capitale, Libreville, va croître au rythme de 7 % par an, essentiellement de l'exode rural. Dégager de la production agricole individuelle une part pour les collectivités, chantiers et villes en particulier, a toujours posé de graves problèmes, le Gabon n'ayant jamais été un pays d'agriculture et d'élevage.

Toujours en 1960, le Gabon abat plus de 170 000 pieds d'okoumé, représentant près de 737 000 tonnes dont 628 000 sont exportées. Il n'y a pas 10 000 salariés sur les chantiers : ils étaient plus de 6 000 pour la seule subdivision de Lambaréné en 1926 et le Gabon ne produisait pas encore 300 000 tonnes d'okoumé. Mais cet effectif trop important de main d'oeuvre provoquera quelques années plus tard une crise et un changement radical du mode d'exploitation de l'okoumé.

Le Gabon a des richesses naturelles enviées (okoumé, manganèse, uranium, pétrole, fer). Lorsqu'il les exploite, il le fait avec peu de main

d'oeuvre locale, dans des exploitations où la mécanisation est très développée, et où la plupart des cadres sont des « expatriés ».

Le Gabon connaît aujourd'hui, des tensions entre un nombre d'habitants peu élevé (un peu moins d'un million d'habitants, mais officiellement plus d'un million deux cent mille), une population rurale qui ne peut dégager de sa production le surplus nécessaire au ravitaillement des villes en produits vivriers, des activités économiques de type moderne (okoumé, manganèse, uranium et pétrole) et la conjoncture internationale (détérioration des termes de l'échange, endettement) qui ne sont pas sans rappeler celles d'avant l'indépendance.

L'histoire du Gabon depuis le début du siècle est indissociable de déséquilibres répétés entre trois éléments — population, alimentation et production —, déséquilibres qui se traduisent encore aujourd'hui par un conflit entre un secteur resté très traditionnel et le secteur moderne.

L'analyse des mécanismes de la crise vécue au Gabon vers 1930, en particulier celle des interactions entre les trois éléments définis, peut aider à mieux comprendre la crise d'aujourd'hui.

DÉPOPULATION ET FIÈVRE DE L'OKOUMÉ

Nous avons présenté en 1977 un tracé théorique de l'évolution de la population gabonaise entre 1900 et 1960 qui suggère une décroissance continue pendant au moins une cinquantaine d'années, décroissance sans doute amorcée depuis plus longtemps, peut-être dès le milieu du 19^{ème} siècle ¹.

S'il faut admettre que pour les années qui ont précédé la première guerre mondiale on ne dispose que de résultats très incomplets des premiers dénombrements administratifs, notre hypothèse repose cependant sur des éléments d'appréciation identifiés et sur une très longue période. Bien que disparates et dispersés, ces éléments convergent et la tendance ne prête à aucune confusion, forgeant la conviction que depuis la fin du siècle dernier la population gabonaise n'a cessé de diminuer et ce jusque vers les années 50. L'analyse des structures par âge obtenues aux recensements de 1960/1961 et 1970 le confirme.

Mais durant 50 ans et sur la même période (la 1^{ère} moitié du XX^e siècle) l'exploitation des peuplements d'okoumé (*Aucoumea klaineana*), dont le Gabon détient pratiquement l'exclusivité mondiale, a dominé l'économie gabonaise avec une croissance exceptionnelle :

1. FRANÇOIS (Michel), 1977, La population du Gabon. Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle, mention démographie, Université de Paris 1, 135 p.

5 000 tonnes à l'exportation en 1902, 134 000 en 1913, 382 000 en 1930, 407 000 en 1937, 628 000 en 1960, ...

Gilles Sautter, en 1966, a remarquablement décrit ce phénomène de fièvre de l'okoumé, en particulier dans son étude de la région des Lacs, l'un des domaines les plus anciens de l'industrie du bois au Gabon, et montré l'effet sur le peuplement ².

Ses conclusions sur les interactions entre peuplement et développement dans cette situation si particulière (régression démographique et développement de l'exploitation de l'okoumé), font apparaître au moment de la crise économique de 1930/1932, la rupture de l'équilibre fragile qui existait entre la capacité du pays à fournir la main d'oeuvre nécessaire pour poursuivre le développement de la production d'okoumé et celle indispensable à la production agricole de subsistance pour les villages et les chantiers, voire, plus tard, les agglomérations quand elles se développeront.

A partir des travaux de Gilles Sautter déjà cités, et de façon chronologique, nous présenterons les problèmes de population et d'alimentation liés au développement des exploitations forestières d'okoumé, du début du siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Nous reprendrons ensuite ses conclusions, puisque nous avons aujourd'hui 25 ans de recul supplémentaire, et nous examinerons ce que sont devenues, depuis la seconde guerre mondiale, les trois composantes de notre « histoire » du Gabon : la population, l'alimentation et l'okoumé.

GENÈSE DE LA CRISE

1. Une exploitation artisanale

Trois ans après la création en 1886 de la colonie Gabon-Congo confiée à Brazza, le gouverneur De Chavannes donnait un tronc (ou grume) d'okoumé au consul allemand de Libreville. Ce tronc arrivera à Hambourg pour un examen de ses qualités, dont le résultat déclenchera en Allemagne, puis en Angleterre, enfin en France, une demande au Gabon de cette essence qui ne cessera de croître avec le développement de l'industrie des contreplaqués et des placages.

« Le commerce de traite à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} n'a pas seulement déversé sur l'Ogooué des quantités importantes de produits manufacturés : il est à l'origine de besoins qui allaient, dans la

2. SAUTTER (Gilles), 1966, De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement. République du Congo. République Gabonaise. Paris, La Haye : Ecole Pratique des Hautes Études, Mouton et Cie, 2 tomes, 1075 p..

période suivante, inciter les riverains à « couper du bois », s'employer comme salarié, ou développer leur production agricole »³.

Finie donc l'apogée du commerce de traite (vers 1890), la fièvre de l'okoumé va prendre le relais. Dès 1902, l'okoumé apparaît dans les statistiques officielles d'exportation pour une quantité de 5 282 tonnes. D'où vient ce bois ? Qui l'exploite dans cette zone de faible densité de population ?

Le Gabon est essentiellement constitué du bassin de l'Ogooué, et l'Ogooué, c'est la grande voie des échanges commerciaux et des migrations. C'est aussi à partir de cette voie d'évacuation des grumes et de leur éloignement de la mer, que sont définies les zones de peuplement de l'okoumé et le type d'exploitation correspondant.

Pendant les 20 premières années, et jusqu'en 1913, c'est une exploitation libre et sans doute quelque peu anarchique, en première zone, c'est à dire au plus près de la mer et des possibilités d'évacuation par voie d'eau. C'est donc une exploitation par une main d'oeuvre locale déjà implantée dans la région, ou qui s'y installe. Les riverains se partagent le travail : les uns sont à la « coupe du bois », d'autres dans les plantations et les chasses pour fournir l'alimentation nécessaire aux villages et aux « chantiers ».

Mais on a constaté sur l'ensemble du pays, une faible densité de population résultant en partie d'une dépopulation généralisée, et ceci depuis de nombreuses années. La zone d'exploitation de l'okoumé ne faisant pas exception, cette situation va donc logiquement limiter ses capacités à développer l'abattage (problème de bras et de production vivrière). Toutefois, cette première période de « main-d'œuvre à son propre compte » ira jusqu'à la première guerre mondiale, sur le même mode d'exploitation et avec une exportation record de 134 223 tonnes en 1913

2. Un recrutement excessif de main d'œuvre

En 1918, sitôt après la guerre, et pour stopper les gaspillages constatés pendant la période précédente, l'administration prend différentes mesures dont une décision subordonnant les coupes de bois à la délivrance d'un permis. En 1920 la reprise est timide, on exporte 33 365 tonnes. Cependant, l'okoumé s'éloigne des côtes et des rivières, c'est la fin de l'exploitation artisanale : l'okoumé passe aux mains des européens avec un nouveau type d'exploitation, à base de main d'œuvre (« labour intensive »).

3. Ibid., p. 735.

Cette seconde période va être dominée par les relations entre salariés gabonais et employeurs européens. Elle s'achèvera en 1937 avec un record de 407 201 tonnes exportées. Ce record est atteint en deux temps.

C'est d'abord une débauche de main d'oeuvre (même si le Decauville a déjà fait son apparition pour évacuer les grumes vers l'eau), qui va s'accélérer en 1924 avec la montée des cours et donc un rush européen sur les permis et les chantiers.

L'aspiration de la main d'oeuvre par les chantiers entre 1920 et 1930 va toucher beaucoup de régions. Face aux « méthodes » musclées de recrutement, l'administration publie en 1922 un décret fixant les subdivisions ouvertes au recrutement des travailleurs, ainsi que leur nombre (il doit être inférieur au tiers de la population mâle valide) et la durée des engagements (fixée à 2 ans). L'administration tente aussi de maîtriser l'extrême mobilité des populations en créant des regroupements de villages qui éclateront rapidement, ne tenant que quelques années.

Les recruteurs ne respectent pas tous la loi (l'administration parfois ferme les yeux), des « clandestins » sont employés sur les chantiers, la saignée augmente et la situation démographique s'aggrave. En effet, c'est aussi la période des recrutements pour le chemin de fer Congo-Océan (1921-1934), et c'est également entre 1923 et 1929, une courte reprise du ramassage des lianes à latex. Par ailleurs, si 1930 est donnée comme la fin de la période coloniale « dure », ce n'est pas pour autant que les « chantiers administratifs » (avec leurs travaux dits d'intérêt général, et non rémunérés) sont supprimés et eux sont aussi consommateurs de main d'oeuvre. Au bout du compte le réservoir est vide.

3. La crise alimentaire : la rupture

En raison sans doute de l'importance de la zone forestière et de la grande mobilité de la population, il n'y a jamais eu d'agriculture autre que celle d'un paysannat traditionnel satisfaisant à sa propre consommation. Les plantations vivrières représentaient en 1960 moins d'un hectare par « exploitant », disséminées en plusieurs parcelles. La mobilité de la population entretient ce mode de culture.

Dans un pays sous-peuplé et avec une population très mobile, l'excès de recrutement ne pouvait donc que déboucher sur une crise : il n'y a plus de « mâle valide » pour l'okoumé, il n'y en a plus pour nourrir les chantiers. Il n'y a plus de produits vivriers, y compris dans certains villages : c'est la crise alimentaire.

Que se passe-t-il alors, quand les villageois ne peuvent plus subvenir aux besoins alimentaires des chantiers, voire à leurs propres besoins ? Les forestiers vont plus loin pour se ravitailler, bien qu'ayant déjà essuyé de nombreux échecs pour rassembler des produits éparpillés en petites quantités. Les villageois quittent le « pays ». Aussi, très vite, la

seule solution qui reste aux forestiers pour maintenir et augmenter la production c'est de réduire la main d'oeuvre en espérant retrouver une suffisance alimentaire, et c'est la mécanisation de l'exploitation. C'est la solution qui va se développer après la crise de 1930, date qui aura marqué les limites de la production de produits vivriers par les villageois pour les chantiers, et qui verra un important mouvement de départ des chantiers, mouvement qui se poursuivra jusqu'à la seconde guerre. Malheureusement, les ouvriers ne retourneront pas, pour la plupart, dans leur village d'origine.

Quand la population, constamment affaiblie par tous les recrutements successifs, n'a plus personne, ni pour les chantiers, ni pour les plantations, et que se pose la question du ravitaillement, arrive la crise du bois de 1930.

C'est cette crise, qui va laisser le temps aux forestiers européens de mettre en place la solution indiquée plus haut à leurs problèmes de main d'oeuvre et de ravitaillement, le troisième type d'exploitation — développement de la mécanisation et réduction de la main d'oeuvre — et d'atteindre un nouveau record avec plus de 400 000 tonnes exportées.

Tout a changé en quelques années. Après la reprise de 1932, c'est de nouveau une forte croissance de la production des sociétés européennes jusqu'à la crise de 1938, traduisant l'accélération de la mécanisation et une réduction de plus en plus importante de la main d'oeuvre locale. Cette main d'oeuvre gabonaise quitte les chantiers en espérant trouver mieux ailleurs, essentiellement dans les « villes ».

Avant la seconde guerre mondiale, il n'y a donc presque plus de main-d'oeuvre locale sur les chantiers forestiers et pas assez dans les plantations (mais le ravitaillement des chantiers est assuré) : la rupture entre la population et l'okoumé est consommée.

ANALYSE DE LA CRISE

1. Le phénomène de dépeuplement

Gilles Sautter, pour situer les excès et les dangers du recrutement, a relevé qu'en 1926, il y avait pour la seule subdivision de Lambaréné, plus de 6 000 engagés sur les chantiers (non compris les travailleurs en situation irrégulière), donnée qu'il compare à une série d'effectifs d'adultes recensés entre 1920 et 1951 pour la même subdivision. Ses chiffres figurent sur le tableau ci dessous :

4. *Ibid.*, P. 769.

Subdivision de Lambaréné : population active

Années de recensement	Adultes	« Engagés »
1920 (1926)	13 500	(6 000)
1927	10 800	
1947	7 840	
1951	6 281	

On constate que le phénomène de dépopulation de la subdivision se maintient, même dans la période où l'on aurait pu penser que l'exploitation de l'okoumé stabiliserait la population, ou même provoquerait un accroissement. Ce qui est plus grave, c'est que ce phénomène concerne l'ensemble du pays, et ce jusque dans les années 50. Il faut aussi se rappeler, qu'en 1946 l'administration coloniale envisageait la création d'une « réserve de population », pour mettre un terme à cette continue dépopulation. La même année, dans le cadre d'un questionnaire établi dans la perspective du plan Marshall, Landrau constate qu'il reste 1 816 adultes « valides » au Gabon, utilisables par des entreprises, déduction faite de la main d'oeuvre employée aux travaux administratifs, du temps nécessaire à la subsistance, à la vie quotidienne, aux productions vivrières pour les marchés ⁵. Ce phénomène de dépopulation ne prêtant à aucune confusion, on ne développera pas ici tous les facteurs qui ont été identifiés et qui permettent de l'expliquer, en partie, sur une période de plus de 70 ans. On peut cependant citer :

- le milieu naturel (climat, forêt) ;
- l'isolement de l'habitat en forêt, de dimensions réduites et sur de petits territoires ;
- les épidémies et les famines ;
- la traite et l'esclavage ;
- et bien entendu, les recrutements.

Ce qui nous semble important de retenir, c'est que l'exploitation de l'okoumé n'a pas apporté de solution à cette dépopulation, bien au contraire.

5. *Ibid.*, P. 1003.

2. La mobilité et l'exode

L'isolement en forêt va disparaître au 19^{ème} siècle avec le commerce de traite, pour faire place petit à petit à un phénomène inverse qui va devenir une autre caractéristique de la population : la mobilité, avec un mouvement général vers la côte, semblable à celui des « migrations historiques ».

Cette mobilité provoque une fragilisation supplémentaire de la population, par une instabilité sociale qui ne fera qu'amplifier certains phénomènes comme l'infécondité ou la mortalité infantile, particulièrement élevées au Gabon et seulement en voie d'amélioration aujourd'hui, grâce à un effort de santé exceptionnel, qui se poursuit depuis les années 50.

Autre phénomène très important, la mobilité provoque des déséquilibres préjudiciables du rapport de masculinité et de la distribution par âge.

A cet « exode traditionnel » (mobilité), s'est donc ajouté un « exode forcé » vers les divers chantiers provoqué par les recrutements. Lorsqu'il faudra quitter les chantiers, les départs prendront eux aussi la forme d'un « exode forestier », vers les villes. L'ensemble constitue l'exode rural.

En effet, « beaucoup de travailleurs recrutés entre les deux guerres, ne sont pas retournés dans leur pays. Parmi eux, de nombreux " déserteurs " en rupture de contrat. Cette population flottante d'irréguliers, incontrôlables, insaisissables, était la hantise des chefs de subdivision, et ce fut pire après 1930 » 6.

En 1933, on essaiera pourtant de créer des villages « d'étrangers », qui devaient permettre de les stabiliser et surtout de mieux traquer et renvoyer chez eux les clandestins... Ce sera un échec.

Autant il était difficile de regrouper les « étrangers » pour les sédentariser dans une région qui n'était pas la leur, autant il fut difficile de renvoyer les ruraux dans leur milieu d'origine après plusieurs années de chantiers.

A la veille de la seconde guerre mondiale, les derniers travailleurs ayant quitté les chantiers refusent toujours, eux aussi, de rentrer « au village ». Ils accroissent encore un peu plus la population flottante des villes.

Pour ceux qui ont pu observer l'évolution du milieu urbain gabonais depuis la fin de la seconde guerre mondiale, un problème similaire à celui des chantiers en 1930 est apparu : la faiblesse, puis l'incapacité du monde rural qui continue à se dépeupler, à fournir les villes en vivres

6. *Ibid.*, P. 772.

frais locaux. Les marchés sont insignifiants, le ramassage pour les collectivités insuffisant.

3. Ni agriculture, ni élevage

Cette situation n'est que le résultat d'une réalité. En effet, dans le contexte que nous avons défini, il est normal que l'agriculture, et encore plus l'élevage ne se soient pas développés au Gabon.

Les plantations (ou pindis) se déplacent, comme se déplacent les villages, et pour subvenir aux seuls besoins de la communauté. Lorsque la demande est venue, d'abord de l'administration, puis des chantiers, les faibles effectifs des villages ont rapidement limité le développement des plantations. La dispersion des villages et les moyens de communication ne facilitaient pas non plus le ramassage des produits.

Lorsque la « force » a réduit les capacités des villageois à dégager de leur production une part pour le marché, en prenant les éléments en « bonne santé » pour les chantiers de toute sorte, cela ne pouvait que provoquer un grave problème d'approvisionnement en vivres locaux : problème que l'on retrouve aujourd'hui dans les villes.

A partir de l'enquête agricole de 1961, on a estimé la production agricole à 165 000 tonnes de manioc, 79 000 tonnes de banane, 27 000 tonnes d'igname et 17 000 tonnes de taro. Cette production représente grosso modo un bâton de manioc et une banane plantain par habitant et par jour, et dix ans plus tard, on constate que cette production agricole de base est en constante régression depuis ces estimations.

Le cheptel quant à lui est peu important. En 1964, il y avait approximativement : 43 000 ovins, 47 000 caprins, 5 200 porcins, 278 000 volailles et 3 500 bovins. Il est difficile de développer l'élevage dans un pays soumis à la trypanosomiase.

4. La sortie de la crise

Pas d'agriculture, pas d'élevage, un monde rural qui continue de se vider, une production vivrière en constante régression et pour solution : l'importation de produits alimentaires de type européen.

En 1960, le Gabon importait pour 941 millions de francs CFA de produits alimentaires et de boissons pour satisfaire la consommation des « expatriés » et combler le déficit de la production locale au profit de la population urbaine et des chantiers. Il en importait pour 3 118 millions dix ans plus tard, 4 600 millions en 1972. Aujourd'hui, 43 % des importations sont alimentaires.

Outre le fait qu'il faille payer ces importations en devises, les bénéficiaires, pour la plupart salariés, s'habituent à ce type de consommation alimentaire et y consacrent une forte part de leurs revenus. En milieu

urbain et sur les chantiers, le niveau de vie a augmenté petit à petit et il est aujourd'hui relativement élevé. Dans le monde « rural », la monétarisation s'est souvent accompagnée d'une déstructuration et d'un appauvrissement des « paysans ».

On peut alors imaginer les problèmes que les responsables auront à résoudre vis à vis de cette population à revenus élevés, quand la « conjoncture internationale », l'endettement, etc., imposeront une forte réduction des importations. La situation devient alors à nouveau une situation de crise.

UNE MÊME SÉQUENCE DE CRISE

1. Un pays en équilibre démographique et alimentaire instable

« L'occupation administrative et commerciale du Gabon commence en 1890 à interférer pour de bon, avec la vie des populations »⁷ ... et l'on signale (déjà) à cette époque des cultures vivrières insuffisantes, des villages désertés...

C'est la fin du commerce de traite, car sur un terrain fragile, instable, à un moment donné, l'effort supplémentaire demandé devient insupportable (jusqu'à faire fuir les derniers « adultes valides ») ; il y a rupture entre les exploitants et les exploités.

A la même époque, on teste à Hambourg les qualités d'une bille de bois (un bois d'okoumé), et la « petite vérole », dira Brazza, fait des ravages au nord de l'Ogooué (ce qui n'améliore pas la situation démographique locale, qui n'est pas des meilleures).

2. Une nouvelle richesse à exploiter et un marché extérieur

Dès que la demande extérieure de grumes d'okoumé est connue, elle prend le relais du commerce de traite et les Gabonais concernés s'attaquent à « couper du bois ». Dans le bassin de l'Ogooué, là où l'okoumé est le plus proche des lacs et rivières (l'okoumé flotte, les radeaux de billes sont emmenés par remorqueur) les villageois s'organisent pour « sortir » des billes et les mettre à l'eau. L'exploitation est de type « familial » et artisanal, il reste assez de « main-d'œuvre » (hommes, femmes et enfants) sur les plantations pour nourrir tout le monde. Quand il le faudra, et dans la mesure où il y aura suffisamment de bras, on développera même les plantations. La première guerre mondiale va

7. *Ibid.*, P. 965.

mettre un terme à ce système et à la demande croissante de bois, qui vient principalement d'Allemagne, d'Angleterre et de France.

3. Un potentiel humain insuffisant et sans formation

L'anarchie relative dans laquelle s'est développé l'abattage artisanal incite l'administration dès la fin de la guerre, à réglementer. Après 20 ans d'exploitation artisanale, les pieds d'okoumé sont de plus en plus éloignés de l'eau. La demande va devenir de plus en plus forte. Ainsi, toutes les conditions sont réunies pour que les européens prennent l'okoumé en charge. Le faible nombre des villageois, la pauvreté de leurs moyens, l'éloignement des pieds d'okoumé, la réglementation et l'importance de la demande vont donc provoquer très rapidement après la fin de la guerre, un changement complet de type d'exploitation et de rapport entre européens et gabonais : les européens qui achetaient, vont maintenant exploiter eux mêmes.

4. Trop grande fragilité de l'équilibre alimentaire

Les documents d'époque ne laissent aucun doute sur les pluies diluviennes dans les années 1924, 1925, 1926. Elles touchent des régions qui « approvisionnent » en main d'oeuvre les chantiers forestiers, elles provoquent la famine. Or, il y avait dans la plupart des régions du Gabon, une grande fragilité de l'équilibre alimentaire, on se rappelle que de façon générale les plantations n'étaient faites que pour l'auto-consommation. Le recrutement qui est de plus en plus nécessaire et de plus en plus important pour les différents types de chantiers que nous avons cités touche toutes les régions du Gabon. Le pays arrivera à "fournir" main d'oeuvre et produits vivriers pendant une dizaine d'années avant de connaître de grandes difficultés vers 1930. En fait, cette durée tient sans doute au fait que déjà les européens commencent à mécaniser leurs chantiers : le Decauville en est un exemple ; il ne fera que retarder la rupture.

5. La crise du bois et la crise économique, la mécanisation

En 1930, le Gabon exporte 380 000 tonnes d'okoumé, mais il y a aussi la crise du bois qui a sans doute commencé un ou deux ans plus tôt, et à laquelle correspond aussi la crise économique.

Depuis plusieurs années on débauche du personnel, la crise accélère le mouvement, l'administration essaye de récupérer cette main d'oeuvre pour la stabiliser et créer des villages, ce qui aurait permis de remettre

en production ou de créer quelques plantations, mais aussi de freiner l'exode vers les villes.

Les européens se sont organisés, un pas décisif est fait dans la mécanisation, un nouveau record est atteint en 1937 : 407 201 tonnes. C'est à nouveau une crise extérieure, 1938, puis la seconde guerre mondiale.

Seule satisfaction dans ce chaos, la rareté des hommes et le nombre de crises (venues de l'intérieur ou de l'extérieur) sont sans doute ce qui a sauvé le Gabon d'un saccage irréversible de sa forêt.

6. Les problèmes restent les mêmes

Après la seconde guerre mondiale, l'exploitation de l'okoumé reprendra, avec des exploitations forestières toujours plus performantes, des cadres « expatriés » et un minimum de main-d'œuvre locale.

Par ailleurs, un effort exceptionnel (qui se poursuit encore aujourd'hui) en matière de santé va permettre d'inverser vers 1950 la régression démographique du pays, sans pour autant accroître la population rurale. Il y a toujours mouvement vers les villes, puis vers les centres miniers (uranium et manganèse par exemple) quand ils vont être ouverts. Mais quand un grand chantier comme le transgabonais va apparaître, le Gabon sera une fois encore obligé de faire appel aux expatriés, pour l'encadrement comme pour la main d'oeuvre.

Après l'indépendance, la capitale du Gabon va croître au rythme de 7 % par an, essentiellement par l'exode rural, et aujourd'hui les « grandes surfaces » et « hypermarchés » de Libreville ont une superficie supérieure à celle des marchés de produits locaux. C'est une réponse à la déficience de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Bien des efforts ont été faits, sans résultat, y compris l'actuel et dernier programme gabonais de relance économique qui vise au développement de l'agriculture (et à la mise en place d'un tissu plus dense de petites et moyennes entreprises gabonaises).

Le type d'économie et les ressources du Gabon sont tributaires des fluctuations de l'économie mondiale ; les ressources humaines, qui augmentent, ne sont pas encore suffisantes pour avoir un effet sur l'agriculture et la mise en place d'une autosuffisance alimentaire pour tenir le choc face aux crises internationales. De plus, il faudra un certain temps pour arriver à régler la dette extérieure.

Nous avons donc été confronté tout au long de notre réflexion aux mêmes éléments : population, alimentation, production (économie). Toutes les crises rencontrées ont été provoquées par ou ont provoqué la rupture d'un ou plusieurs de ses éléments.

« L'arbre et l'homme étaient antinomiques, miser sur le bois à défaut d'une population consistante, n'était-ce pas convertir en

atout ce dont tout autre choix eût fait le principal obstacle à la mise en valeur régionale.

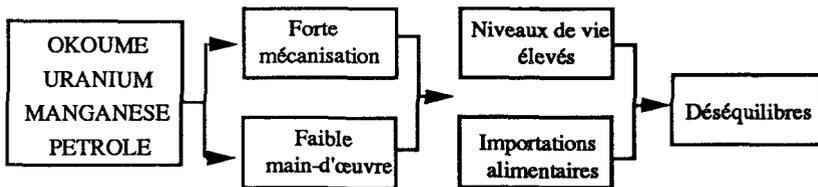
Le bois a bien rempli le rôle d'un instrument de développement mais peu à peu et par force, les habitants se sont désintéressés d'une forme d'exploitation qui n'a cessé d'exiger davantage de moyens techniques et financiers.

La forêt s'est trouvée pour ainsi dire exploitée du dehors » 8.

Références bibliographiques

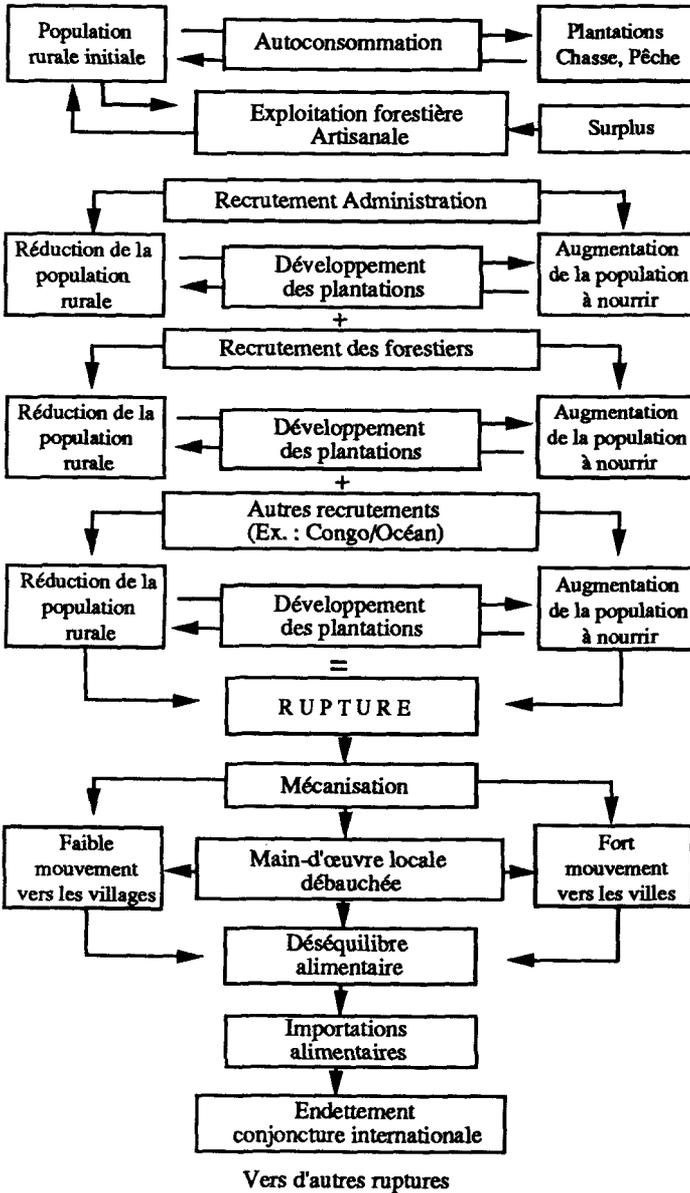
- BASCOU-BRESCANE (René), 1969, *Etude des conditions de vie à Libreville 1961-1962*. Paris : INSEE ; Libreville : Service national de la statistique, 142 p.
- BENSAID (Georges), 1970, *Economie et nutrition, essai à partir d'une enquête alimentaire sur deux régions du Gabon en 1963*. Paris : INSEE ; Libreville, Service national de la statistique et des études économiques, 2 tomes, 554 p.
- FRANÇOIS (Michel), 1977, *La population du Gabon*. Thèse de doctorat de 3ème cycle, mention démographie, Université de Paris 1, 135 p.
- GABON : Service de la statistique, 1965, *Recensement et enquête démographiques 1960-1961*. Paris : INSEE, 148 p.
- GABON : Service de la statistique, 1969, *Résultats de l'enquête agricole au Gabon 1960-1961, résultats définitifs*. Paris : INSEE, 140 p.
- GABON : Service de la statistique, 1970, *Budgets et conditions de vie des ménages en zone rurale gabonaise, région de la N'Gounié, enquête de 1963*. Paris : INSEE, 385 p., annexes.
- SAUTTER (Gilles), 1966, *De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement. République du Congo. République Gabonaise*. Paris, La Haye : Ecole pratique des hautes études, Mouton et cie, 2 tomes, 1 075 p.

Tableau 2.



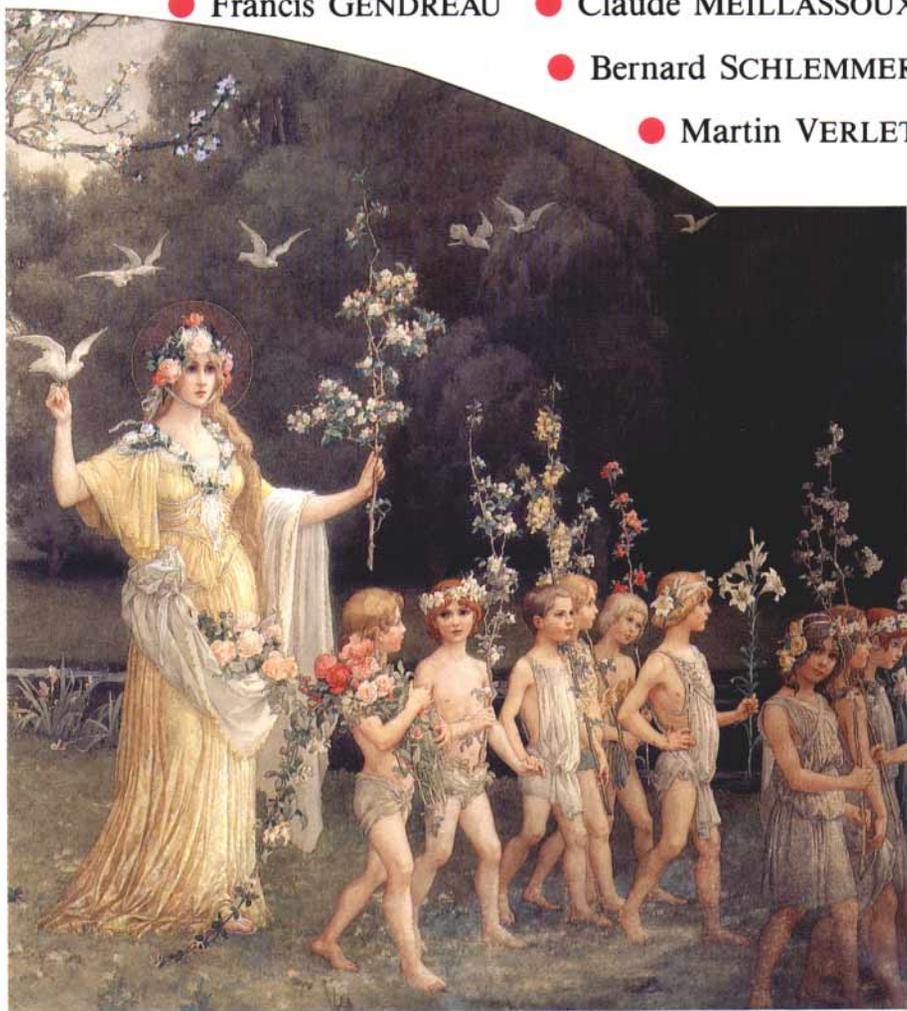
8. *Ibid.*, P. 811.

Tableau 1. Séquence de crise



LES SPECTRES DE MALTHUS

● Francis GENDREAU ● Claude MEILLASSOUX
● Bernard SCHLEMMER
● Martin VERLET



CRSTOM



CRÉD

Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX
Bernard SCHLEMMER, Martin VERLET

LES SPECTRES DE MALTHUS

**Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques**

Co-édition

EDI (Études et Documentation Internationales)

**ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le
Développement en Coopération)**

**CEPED (Centre Français sur la Population et
le Développement)**

EDI
29, rue Descartes
PARIS 1991